Juin 2017 - N° 62

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

Entretien avec Isaac Tamba

« Les infrastructures demeurent notre priorité jusqu'en 2019 »

5 Camerounais qui font le succès d'entreprises internationales

Flexicadastre pour une meilleure gestion des données minières

GRATUIT – NE PEUT ÊTRE VENDU

INVESTIRAU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

Compatible tablettes et smartphones

APP DISPONIBLE POUR IOS ET ANDROID

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

Parier sur la matière grise et les infrastructures

Autant le Cameroun sollicite un grand nombre d'investisseurs étrangers pour accroître sa production industrielle dans les secteurs agricoles, infrastructurels, miniers et pour la modernisation des segments lucratifs des télécommunications, des services ainsi que l'éclosion tous azimuts de l'économie numérique, autant les ressortissants camerounais font honneur au pays phare de la zone Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) en brillant à la tête de moult institutions financières internationales de renom. Hauts cadres et technocrates de haut vol, formés à bonnes écoles, sur place comme à l'étranger, ils sont nombreux, les jeunes des deux sexes, de nationalité camerounaise, qui dirigent les multinationales. À la fois compétentes et compétitives, ces têtes-bien-faites *made in Cameroon* font la fierté des firmes qui les emploient et des filiales qu'elles dirigent. Leur *leadership* est connu et reconnu sur les étals du marché mondial de l'emploi. L'expertise, l'inventivité, la créativité et l'innovation ne sont pas en reste dans leurs aptitudes intellectuelles. Votre magazine *Investir au Cameroun* se fait l'honneur de présenter quelques profils d'« hommes forts » du secteur privé de l'économie camerounaise. Triés sur le volet, ces *selfs made men* coiffent assidûment et inlassablement les sommets de plusieurs pyramides financières internationales. Bien plus, ces jeunes cardes qui possèdent de belles références managériales sont surtout disponibles et peuvent servir de relais et/ou d'appuis aux nouveaux investisseurs qui frappent aux portes du Cameroun, dans tous les secteurs fructueux…

On ne le dira jamais assez, le facteur humain est source de développement. Les ressources humaines camerounaises sont hautement sélectives et compétitives. L'État l'a d'ailleurs vite compris, il appuie et booste le secteur privé dans ses nouveaux défis économiques que sont les Feuilles de routes du Gouvernement, l'applicabilité du DCSE (Document de stratégie pour la croissance et l'emploi) et le Plan d'urgence triennal, les trois boussoles et balises des investissements au Cameroun. Aussi, les investissements publics qui sont soigneusement structurés et planifiés jusqu'en 2020 portent prioritairement sur le développement et la modernisation des infrastructures. C'est le leitmotiv constant du gouvernement. Des assertions du directeur général de l'Économie et de la Programmation des investissements publics au Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (MINEPAT), nos lecteurs percevront les grandes lignes réservées aux investissements des infrastructures. De même, dans les différents folios de la présente édition, ils apprécieront, par eux-mêmes, la place prépondérante qu'y tiennent les projets structurants en vue de l'atteinte de l'émergence du Cameroun en 2035. Nonobstant l'environnement économique mondial rivé à l'austérité, le Cameroun tient d'ores et déjà son programme et dispose des instruments fiables à l'essor des investissements. Le transport de l'électricité sur lequel mise l'État permettra de brancher et de connecter villes et villages, foyers reculés et usines de l'arrière-pays au réseau électrique national, pour une véritable autosuffisance énergétique, condition *sine qua non* à l'industrialisation exponentielle tant espérée par les Camerounais, dans le cadre de la politique économique des Grandes réalisations impulsée depuis 2011 par le président de la République.

La vraie croissance économique du Cameroun est tributaire de la méga production électrique attendue dès 2018 des barrages hydroélectriques de Lom Pangar, Memve'ele, Mekin et bien d'autres ouvrages semblables.

Vous l'aurez vite compris, l'énergie occupe une place de choix dans les défis économiques du Cameroun à court et moyen termes. Des centaines de millions d'euros d'investissements gravitent autour de nouveaux chantiers énergétiques. Pareillement, le volet de l'énergie hydroélectrique, des énergies thermiques et gazières constitue l'un des dossiers proéminents de cette édition.

AU SOMMAIRE

DOSSIER

08 • Les têtes camerounaises des multinationales

09 • Elisabeth Medou Badang, une empreinte camerounaise au sein du groupe télécoms Orange

10 • Gwendoline Abunaw, une banquière pur-sang à la tête d'Ecobank Cameroun

10 • Freddy Tchala, au cœur du réseau MTN

11 • Georges Wega, premier Africain à diriger la filiale sénégalaise de la Société Générale

11 • Mathieu Mandeng préside aux destinées de la Standard Chartered Bank à l'Île Maurice

LEADER DU MOIS

34 • Issa Hayatou, ancien président de la CAF et de la FIFA, devient PCA de l'académie de football du Cameroun

STOPBLABLACAM.COM

33 • Y a-t-il un ministère de l'intérieur qui surveillerait tous les réseaux sociaux ?

INTERVIEW

12 • Isaac Tamba : « *les infrastructures demeurent notre priorité jusqu'en 2019* »

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Stratline Limited

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Brice R. MBODIAM, Assongmo NECDEM.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX, Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Nils COUTURIER, Thomas ROBERT

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Distribution Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

GESTION PUBLIQUE P 16-19

FINANCE P 20-21

AGRICULTURE P 22-24

TRANSPORTS P 25

ENERGIES P 26-27

INDUSTRIE P 28

MINES P 29

TELECOM P 30

SERVICES P 31-32

CASTING

JAKOB SIDENIUS

Le ministre camerounais des Transports, Edgar Alain Mebe Ngo'o, a procédé le 18 mai 2017 à Douala, la capitale économique, à l'inauguration du 3ème portique de quai du port de Douala. Cet équipement, selon Jakob Sidenius, le directeur général de Douala International Terminal (DIT), l'entreprise concessionnaire du terminal à conteneurs du port de Douala, ce portique « *est conforme aux normes les plus pointues en matière de protection environnementale : faible émission de CO2 et consommation de 30% d'énergie de moins que les équipements existants* ».

Selon le directeur général du Port autonome de Douala (PAD), Cyrus Ngo'o, « *cet équipement prévu en 2008, arrive aujourd'hui du fait principalement des nécessaires précautions et des débats qui ont eu lieu, quant à la stabilité géomécanique du quai et à sa capacité à porter cette troisième grue. Ce préalable technique ayant été levé en 2014, l'application du cahier de charges, en ce qui concerne cet outil, a été enclenchée* ».

HENRI EYÉBÉ AYISSI

Le ministre camerounais de l'Agriculture, Henri Eyébé Ayissi, a officiellement lancé les phases 2 des projets de développement participatif intégré des Grassfields dans la région du Nord-Ouest, d'un montant de 29,4 milliards de francs CFA ; et de développement rural du Mont Mbappit dans le Noun, région de l'Ouest, doté d'une enveloppe de 16,6 milliards de francs CFA.

Cette enveloppe globale de près de 46 milliards de francs CFA, qui représente plus de 90% des financements nécessaires à l'implémentation de la phase 2 de ces deux projets, a-t-on appris, a été pourvue par la Banque islamique de développement (BID). A travers des appuis multiformes aux producteurs, ces deux projets visent à augmenter substantiellement la production de la pomme de terre, du maïs, du palmier à huile, du riz et du manioc dans les régions du Nord-Ouest et de l'Ouest du Cameroun, afin d'améliorer les revenus des agriculteurs.

MOHAMED KRISNI

Nommé au poste de Directeur général de la Société commerciale de Banque Cameroun (SCB Cameroun) en octobre 2015, Mohamed Krisni ne préside plus aux destinées de cette filiale locale du groupe bancaire marocain Attijariwafa Bank, a-t-on appris de bonnes sources. Il a été remplacé à ce poste par son compatriote Mohammed Mejbar.

C'est le 2ème Directeur général que cette institution bancaire camerounaise change depuis le limogeage de Jamal Ahizoune vers la fin de l'année 2015. Logiquement, après sa nomination à la tête de la SCB Cameroun, Mohammed Mejbar devrait également rejoindre le Conseil d'administration d'Attijari Securities Central Africa, une société de gestion d'actifs créée par le groupe Attijariwafa et basée au Cameroun, avec compétence sur l'ensemble de l'Afrique centrale.

ALAMINE OUSMANE MEY

La direction générale des impôts du Ministère camerounais des finances franchira, dès ce mois de juin 2017, une nouvelle étape dans le processus de numérisation de ses services, grâce au lancement de la déclaration fiscale électronique des mutations des véhicules d'occasion, annonce dans un communiqué le ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey.

A cet effet, indique le Ministre Alamine Ousmane Mey, « *l'enregistrement des opérations d'importation et de vente locale des véhicules d'occasion se fera à travers un système de télédéclaration sur le site web de la direction générale des impôts. Les paiements y relatifs s'effectueront exclusivement par virement bancaire* ». Pour rappel, le fisc camerounais a lancé, depuis quelques années, un vaste processus de modernisation, qui inclut la numérisation de ses services.

CYRUS NGO'O

Au cours de la cérémonie d'inauguration du 3ème portique de quai du port de Douala, le 18 mai 2017, Cyrus Ngo'o, le directeur général du Port autonome de Douala (PAD), l'entreprise publique chargée de la gestion de cette infrastructure portuaire, a annoncé qu'un service de cabotage sera mis en place entre le port de Douala et sa consœur de Kribi, dans la région du Sud.

En clair, le port en eau profonde de Kribi (dont la mise en service est attendue depuis au moins deux ans) étant plus adapté à l'accueil de grands navires, ce qui n'est pas le cas de celui de Douala, transférera directement par voie maritime certaines marchandises vers le port de Douala. Pour rappel, encore appelé transport maritime sur courte distance, le cabotage consiste à transférer, sur des bateaux de petites tailles, des marchandises entre deux infrastructures portuaires rapprochées.

CHARLES METOUCK

Le 11 mai 2017, le Tribunal criminel spécial (TCS), juridiction d'exception mise en place pour juger les prévaricateurs de la fortune publique au Cameroun, a rendu une nouvelle ordonnance de renvoi et de non-lieu partiel dans l'affaire Etat du Cameroun contre Charles Metouck, ancien DG de la Société nationale de raffinage (Sonara) et ses coaccusés.

Dans cette nouvelle affaire, l'ex-DG de la Sonara, qui purge déjà deux peines de prison de neuf et quinze ans, est accusé, avec certains de ses anciens collaborateurs, et surtout le PCA de cette entreprise publique, John Ebong Ngolé, de détournements présumés d'une somme de plus de 60 milliards de francs CFA, révèlent nos sources. L'affaire fait suite à une exploitation par la justice camerounaise d'un rapport du Contrôle supérieur de l'Etat, daté de 2010, épinglant Charles Metouck, et dont un premier volet avait conduit à sa condamnation, le 21 octobre 2015, à une peine d'emprisonnement de quinze ans.

Les têtes camerounaises des multinationales

Il y a quelques mois, nous révélions dans ces mêmes colonnes, les visages et trajectoires de ressortissants camerounais qui brillent au sein des institutions financières internationales. Au sortir du recensement non exhaustif de ces ambassadeurs qui font flotter très haut le drapeau du Cameroun, il s'est dégagé des profils tout aussi intéressants, qui creusaient leur sillon, plutôt de fort belle manière, au sein des multinationales parfois de rang mondial.
Ces hommes et femmes du Cameroun, en plus d'avoir déjà réussi l'exploit d'intégrer le cercle à la fois très fermé et compétitif des cadres des multinationales, en sont carrément devenus les dirigeants des filiales, parfois leaders dans des secteurs d'activités bien précis. Mieux, force est de constater que ces Camerounais et Camerounaises exercent tous leur leadership dans le secteur des services, notamment la finance et les télécoms, qui sont certainement les deux domaines les plus dynamiques et les principaux drivers de nombreuses économies ces dernières années.
Plus simplement, de par leurs responsabilités plutôt bien assumées, ces compatriotes ont réussi à embarquer, sans complexe, dans la locomotive à grande vitesse de l'innovation, de l'efficacité et de l'efficience, critères qui caractérisent aussi bien les multinationales que le business tout court, en ces années de mondialisation. Par ce fait, ces managers exaltent les compétences camerounaises, non plus dans le domaine du football ou de la musique, grâce notamment aux virtuoses de la guitare basse que le pays génère au grand bonheur des mélomanes du monde entier ; mais davantage dans des domaines à la fois névralgiques et stratégiques comme la finance et les télécoms.
Bref, ces têtes couronnées, parfois moulées sur place au Cameroun, pour ensuite faire rayonner des multinationales au-delà des frontières de leur pays, apportent un cinglant démenti à la croyance selon laquelle en Afrique, en général, il existe seulement des « *hommes forts* » en politique. Car, les profils que vous vous apprêtez à découvrir témoignent, à suffire, qu'au Cameroun, en particulier, il existe des femmes et des hommes « *forts* » dans le secteur privé international.

Brice R. Mbodiam

Elisabeth Medou Badang, une empreinte camerounaise au sein du groupe télécoms Orange

Le 31 mai 2017 au quartier Maképé, dans la banlieue de Douala, la capitale économique camerounaise, le Premier ministre, Philémon Yang, a procédé à l'inauguration du complexe Orange Cameroun. Investissement estimé à environ 16 milliards de francs CFA, ce complexe abrite, en plus de l'immeuble-siège du numéro 2 de la téléphonie mobile au Cameroun, le plus grand data center en Afrique centrale et de l'Ouest. Ce joyau demeurera certainement l'œuvre qui témoignera le plus du passage d'Elisabeth Medou Badang à la tête de la filiale camerounaise de ce groupe télécoms français. « *Orange a fait le choix du Cameroun. Je veux dire ce que votre pays doit à Elisabeth Medou Badang, qui s'est tant battue. Quand je vois les débats qu'il peut y avoir parfois pour respecter un engagement, appliquer, définir un cahier des charges, sachons apprécier cette contribution* », a d'ailleurs souligné au cours de la cérémonie d'inauguration, Bruno Mettling, le PDG du groupe Orange pour l'Afrique et le Moyen Orient.

Depuis son arrivée à la direction générale d'Orange Cameroun, en décembre 2013, Elisabeth Medou enchaîne les chantiers et les réalisations visant à mieux positionner l'entreprise qu'elle dirige sur le marché local des télécoms.

En effet, depuis son arrivée à la direction générale d'Orange Cameroun, en décembre 2013, cette Camerounaise enchaîne les chantiers et les réalisations visant à mieux positionner l'entreprise qu'elle dirige sur le marché local des télécoms. De l'obtention des licences 3 et 4G et le déploiement de ces technologies la même année (mars et décembre 2015), à l'explosion de la bombe Orange Money, qui compte aujourd'hui près de 4000 points de vente (et plus de 2,8 millions d'utilisateurs) sur le territoire camerounais et une carte magnétique offrant à ses détenteurs le réseau des distributeurs Visa dans le pays, en passant par l'implémentation de la nouvelle identité de marque de l'entreprise, ou encore le déploiement en cours du câble sous-marin ACE ; Elisabeth Medou Badang déborde de dynamisme à la tête d'Orange Cameroun.

Un dynamisme et surtout une exaltation des compétences camerounaises, qu'elle aura également fait valoir entre 2010 et 2013, lors de son passage à la tête de la filiale botswanaise du groupe Orange. En effet, sous son impulsion, peut-on lire sur le site internet de l'ambassade de France à Gaborone, Orange Botwana « *a engrangé trois points de rentabilité en deux ans et multiplié les lancements de services innovants, tout en contribuant au développement du pays, notamment au travers de partenariat avec l'Université du Botswana, du soutien à des organisations communautaires de lutte contre le SIDA, ou du développement de l'accès aux télécommunications pour le plus grand nombre* ».

Toutes choses qui vaudront à cette ancienne cadre chez Proparco, arrivée à Orange Cameroun en 1999 (à l'époque connue sous le nom de Mobilis), de recevoir la médaille de Chevalier de l'Ordre national du Mérite Français. En effet, suite à un décret signé le 1er juillet 2013 par François Hollande, le chef de l'Etat français de l'époque, cette ambassadrice du Cameroun a reçu sa décoration des mains d'Anne de la Blache, alors Ambassadeur de France au Botswana, le 20 septembre 2013. A cette occasion, Elisabeth Medou avait déjà été présentée comme « *une figure de proue des télécommunications en Afrique* », dont « *les compétences et la vision managériale* » sont éprouvées. Un avis visiblement partagé par le jury d'Africa Telecom People Awards (ATP Awards), édition de 2014.

Cette année-là, en effet, le jury de ce concours décernera à la DG d'Orange Cameroun le trophée de meilleur manager des télécoms en Afrique.

BRM

Gwendoline Abunaw, une banquière pur-sang à la tête d'Ecobank Cameroun

Ancienne étudiante en banque et finance de l'Université de Buéa, dans la capitale régionale du Sud-Ouest du pays, la Camerounaise Gwendoline Abunaw est depuis le mois de mai 2017 la toute nouvelle directrice générale de la filiale locale du groupe bancaire panafricain Ecobank. Titulaire d'un MBA de la London Metropolitan University, la nouvelle promue a débuté sa carrière de banquière en 1998 en qualité d'analyste du risque à la Standard Chartered Bank.
Entre 2001 et 2003, elle étudie à Londres, avant de rejoindre le groupe Ecobank Cameroun dès son retour, où elle officie comme gestionnaire des comptes au sein du département des grandes entreprises. Un an plus tard, Gwendoline Abunaw est embauchée par la Citibank, avant de retourner en 2011 à Ecobank Cameroun. Nommée au poste de directrice des grandes entreprises et cooptée au sein du conseil d'administration de la filiale camerounaise d'Ecobank, Gwendoline Abunaw sera propulsée au poste de DGA en 2015.
Depuis mai 2017, cette banquière incarnée a hérité de la direction générale d'une filiale de groupe Ecobank, qui affiche des performances plutôt louables depuis au moins deux ans, et qui a réussi à quitter le 5ème rang au hit-parade des banques camerounaises, pour devenir la 4ème banque du pays derrière Afriland First Bank, la Bicec, et la Société générale.
En février 2017, au sortir d'une assemblée générale des actionnaires tenue à Douala, Ecobank Cameroun a annoncé un résultat net avant impôts de 13,8 milliards de francs CFA en 2016, en hausse de 23% comparé à l'exercice 2015.

Freddy Tchala, au cœur du réseau MTN

Un an après sa compatriote du groupe Orange (Elisabeth Medou Badang), le Camerounais Freddy Tchala a été désigné meilleur manager des télécoms en Afrique en 2015, par le jury d'Africa Telecom People Awards. Bien que trônant déjà à la tête de MTN Côte d'Ivoire cette année-là, le jury précisera que le manager camerounais a été récompensé pour son œuvre à la tête de MTN Congo Brazza, qu'il venait de quitter pour diriger la plus grande filiale du groupe sud-africain MTN International en Afrique francophone.
En côte d'Ivoire depuis 2015, Freddy Tchala est à son 3ème poste de DG d'une filiale de MTN. Il a notamment été DG de MTN en Guinée, de septembre 2008 à juillet 2011, puis au Congo Brazza, entre juillet 2011 et juin 2015. Mais, c'est au Cameroun, son pays, que ce diplômé en marketing de l'Université catholique

d'Afrique centrale de Yaoundé, file ses premières amours avec la multinationale sud-africaine. Il a notamment occupé le poste de directeur marketing de MTN Cameroon, de septembre 2005 à octobre 2008.
Trois années passées à concevoir et à implémenter les stratégies marketing du leader du marché des télécoms au Cameroun, doublées de deux expériences de DG de filiales du groupe MTN, qui permettent aujourd'hui à Feddy Tchala, ancien Brand Manager chez BAT (British American Tobacco) Cameroun (1999-2002), de continuer à maintenir le leadership de MTN sur le marché ivoirien du mobile.

Georges Wega, premier Africain à diriger la filiale sénégalaise de la Société Générale

En mai 2016, le groupe bancaire français, Société Générale, a confié les rênes de la Société générale de banques du Sénégal (SGBS) au Camerounais Georges Wega. Ce dernier, qui occupait jusqu'à cette promotion le poste de DGA de la Société Générale Cameroun, a officiellement pris fonction un mois plus tard, après la validation de sa nomination par l'organe de régulation du secteur bancaire au sein de la Cédéao.
La promotion de Georges Wega à la SGBS a été considérée par la presse sénégalaise comme une « *petite révolution* », dans la mesure où, soulignaient les journaux locaux, elle consacrait « *enfin un Africain à la tête d'une banque restée très conservatrice dans les étages supérieurs de son management* ». Débauché d'UBA Cameroun en juin 2014, alors qu'il en était l'administrateur directeur général, Georges Wega avait pris en main le volet exploitation de la Société Générale Cameroun en juillet 2014. Diplômé de l'Université du Québec au Canada, Georges Wega connaît bien le monde de la finance. Il a tour à tour travaillé pour la branche financière de Général Electric à Bruxelles et Amsterdam ; pour Barclays Bank

à Londres ; puis pour UBA, le groupe bancaire nigérian pour lequel il a dirigé la filiale camerounaise pendant quatre ans, avant de rejoindre la Générale.

Mathieu Mandeng préside aux destinées de la Standard Chartered Bank à l'Île Maurice

Ancien DG de la filiale locale de Standard Chartered Bank et ancien président de l'Association professionnelle des établissements de crédit du Cameroun (Apeccam), le banquier camerounais Mathieu Mandeng dirige, depuis septembre 2015, la filiale mauricienne de la Standard Chartered Bank. Récemment, il a d'ailleurs été élu vice-président des banquiers de Maurice.
Ancien de la Citibank, Mathieu Mandeng aura marqué d'une empreinte particulière son passage à la tête de la filiale camerounaise de la Standard. En 2013, année au cours de laquelle la Standard Chartered Bank a réalisé des résultats qualifiés « *d'exceptionnels* » par son DG, cette même banque se faisait décerner par le Ministère des finances, le prix du « *meilleur placeur des titres publics* » camerounais sur le marché de la banque centrale.
Une contribution efficace à la mobilisation des ressources financières pour l'Etat, qui vaudra par la suite à Mathieu Mandeng et la Standard Charterd Bank d'être désignés par le gouvernement, début 2015, co-arrangeur (avec la Société générale) d'un eurobond de 750 milliards de francs CFA, le tout premier de l'histoire des finances publiques camerounaises.
Mais, à côté de ces actions aux côtés de l'Etat camerounais, la Standard Chartered Bank a, au cours des années Mandeng, été un important pourvoyeur de fonds à l'économie camerounaise, grâce à d'importants crédits accordés aux entreprises. Il en est ainsi du montage financier réalisé dans le cadre du projet de construction de la centrale à gaz de Kribi, qui avait alors été présenté dans le landernau bancaire national comme étant une grande première, au regard de la maturité du prêt qui fut de dix ans.

Isaac Tamba « *les infrastructures demeurent notre priorité jusqu'en 2019* »

Directeur général de l'économie et de la programmation des investissements publics au Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, cet universitaire revient sur la récente sortie d'un ouvrage sur le DCSE (Document de stratégie pour la croissance et l'emploi), feuille de route du gouvernement pour atteindre l'émergence à l'horizon 2035. Il reprécise, par ailleurs, les options prises par l'Etat camerounais pour atteindre cet objectif, en dépit d'un environnement économique mondial difficile.

Investir au Cameroun : Monsieur le Directeur général, vous avez récemment assisté à la dédicace du livre intitulé « DSCE : comment atteindre une croissance à deux chiffres ? » Comment avez-vous accueilli ce livre ?
Isaac Tamba : Comme a dit le ministre de l'Economie, nous avons accueilli cet ouvrage avec beaucoup de satisfaction. Parce que toute œuvre, tout projet de recherche, toute contribution qui peut aller dans le sens de nous remettre en cause est toujours le bienvenu. Au Ministère de l'économie, nous sommes disposés à échanger sur toutes les questions économiques. Lors de la dédicace du livre dont vous avez fait mention, le ministre a partagé avec l'assistance une partie de ses observations faites après la lecture de l'ouvrage. C'est donc une réaction de satisfaction, parce que de telles contributions ne sont pas monnaie courante dans notre environnement. Les réactions que nous avons habituellement viennent de nos partenaires techniques et financiers, tels que le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne ou l'AFD.

IC : Toujours en rapport avec ce livre, est-ce que vous reconnaissez qu'il y a des choses à changer dans le DSCE ?
IT : Je ne pense pas qu'il s'agisse de l'objectif visé dans le livre. Si vous avez bien lu cet ouvrage, il s'agit d'une évaluation partielle du DSCE. Il faut cependant noter que le DSCE est quelque chose de plus complexe

Isaac Tamba, Directeur général de l'économie et de la programmation des investissements publics au Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire : « *Le premier axe stratégique du volet croissance du DSCE porte sur les infrastructures, et ce n'est pas un fait anodin.* »

que ce qui a été présenté. Le DCSE, c'est trois grandes dimensions. La première dimension, c'est la stratégie de croissance. La deuxième dimension, c'est la stratégie de l'emploi et la troisième dimension, c'est la gestion stratégique de l'Etat. Donc, ces trois grandes dimensions font un tout. En même temps, les objectifs du DSCE doivent s'entendre en termes de ses trois dimensions.
Mais, les auteurs de l'ouvrage sont allés dans la première dimension et se sont concentrés sur les cinq axes qui structurent le volet croissance pour n'en étudier que deux, lesquels sont, de notre point de vue, secondaires. Il s'agit notamment de l'axe portant sur la modernisation de l'appareil de production. Même à ce niveau encore, c'était partiel. Et puis, il y a l'axe sur l'intégration régionale et la diversification des échanges. Voilà ce que je peux dire. Une fois de plus, je réitère que c'est une vue partielle et parcellaire du DSCE.

IC : Pour vous, qu'est-ce qui est le plus important aujourd'hui dans le DSCE ?
IT : Le DSCE met en corrélation la politique, la pensée et l'action ou la praxis, comme diraient les grecs. Le premier axe stratégique du volet croissance du DSCE porte sur les infrastructures, et ce n'est pas un fait anodin. Car, si nous avons atteint les niveaux de croissance qui font du Cameroun un pays résiliant, c'est grâce à cet axe sur les infrastructures. Pour tout vous dire, en 2017, les infrastructures représentent 67% du budget de l'Etat, et c'est la même proportion depuis 2010. C'est une option volontariste, délibérée du gouvernement camerounais d'aller dans le sens du développement des infrastructures pour combler les gaps que nous avons accusés pendant les deux décennies d'ajustement structurel. Sur la question de l'énergie qui est fondamentale, vous vous souvenez sans doute des délestages. C'est vrai que ce n'est pas encore totalement derrière nous, mais cela a connu des améliorations positives. Et c'est justement du fait de cette option volontariste du gouvernement camerounais soutenu par le Chef de l'Etat, d'investir dans les infrastructures. Nous aurions souhaité que l'action du gouvernement camerounais dans le développement des infrastructures fasse l'objet d'un regard extérieur pour nous dire si nous avons bien mené cette action. Cela nous aurait éventuellement permis de nous questionner dans la perspective des projets dits de deuxième génération, pour lesquels les réflexions sont déjà en cours au Ministère de l'économie. Parce que, ce dont il est question dans le premier axe stratégique, c'est les projets de première génération. Par conséquent, une critique constructive visant à nous renseigner sur les méthodes que nous avons utilisées, sur les choix sectoriels qui ont été les nôtres, sur les modes de financements que nous avons adoptés serait le bienvenu. Il faut déjà noter que nous avons fait une évaluation des projets dits de première génération. Nous avons répertorié nos forces et nos faiblesses et nous savons clairement où nous pouvons faire mieux.

IC : M. le Directeur général, l'ouvrage dont nous parlons remet en question le choix stratégique du « *big push* » par le gouvernement, qui consiste à investir dans tous les domaines en même temps pour pouvoir tirer la croissance...
IT : Il ne s'agit pas de la théorie du « *big push* ». Nous avons axé notre stratégie essentiellement sur les infrastructures. 67% des dépenses du

Isaac Tamba : « *Au Ministère de l'économie, nous sommes à l'écoute du secteur privé. Nous leur apportons notre appui, notre accompagnement.* »

budget d'investissement public 2017 sont consacrées aux infrastructures. La modernisation de l'appareil de production, qui est le deuxième axe stratégique du DSCE, vient avec moins de 9%. Les autres secteurs, comme il y en a sept dans le DSCE, ont pratiquement 2%. Vous voyez donc qu'il n'y a pas une dispersion, il y a plutôt une concentration des efforts vers un secteur qui nous semble critique : celui des infrastructures. Alors, c'est la raison pour laquelle je me suis posé la question de savoir quand les gens parlent du DSCE, est-ce qu'ils l'ont lu ? Est-ce qu'ils font une traduction entre ce qui est dans le DSCE et les réponses gouvernementales, qui se traduisent notamment en termes d'efforts budgétaires ?

IC : Avec toutes les crises que le Cameroun et la sous-région ont connu ces derniers temps, est-ce qu'il ne faut pas arrêter un moment de concentrer les efforts sur les infrastructures pour les orienter vers les secteurs prioritaires pour permettre d'atteindre d'ici 2020 les objectifs du DSCE ?

IT : Nous sommes en cohérence dans la poursuite de nos objectifs. Vous voyez, le Ministère de l'économie est le Ministère du secteur privé. J'insiste sur cette considération, afin que vous voyiez les orientations qui sont les nôtres. Depuis 2010, ce jusqu'en 2017, nous avons mis l'emphase sur les investissements publics. Rappelez-vous que, quand nous lancions le DSCE en 2010, la part de l'investissement public dans le budget de l'Etat était d'environ 18%. Aujourd'hui, nous sommes à plus de 30%. C'est une option volontariste. L'Etat a pris l'option d'accélérer la croissance qui sera par la suite relayée par le secteur privé. Et pour que le secteur privé joue ce rôle, il faut créer les conditions idoines.

Je ne veux pas revenir sur le climat des affaires. Vous savez que le classement du Cameroun dans le Doing Business n'a pas toujours été celui escompté, même si depuis 2016 on observe une certaine embellie. Cette embellie dépend, en partie, de ce que nous avons fait dans le domaine des infrastructures pour permettre au secteur privé de pouvoir s'exprimer librement. Nous nous sommes inspirés non seulement de la pensée, mais aussi et surtout des faits, notamment l'exemple des pays de l'Asie du Sud-Est, qui ont emprunté le même chemin que nous avons emprunté depuis 2010. Une voie qui, aujourd'hui, fait du Cameroun un pays enviable en termes de croissance. Tenez, en 2017, la croissance économique dans la sous-région est projetée à environ 1%. Mais le Cameroun, malgré tout, est aux alentours de 4%. Quand on investit dans les barrages (Lom-Pangar, Mekin, Memve'élé, etc.), c'est pour mettre l'énergie à la disposition des entreprises privées, et faire en sorte que d'ici 2018/2019, il y ait des conditions permettant au secteur privé de s'exprimer normalement. Au Ministère de l'économie, nous sommes à l'écoute du secteur privé. Nous leur apportons notre appui, notre accompagnement. Nous allons même plus loin : le ministre de l'Economie a décidé de mettre en place une politique d'appui direct au secteur privé, afin de leur permettre de réaliser ce challenge.

Donc, pour vous rassurer, les choix qui ont été faits au niveau du DSCE ne sont pas de la dispersion. Les infrastructures demeurent notre priorité jusqu'en 2019. Nous entrons dans une ère de programme avec nos principaux partenaires. Dans le cadre du dialogue politique avec ces partenaires, nous sommes assurés que cette option du gouvernement camerounais va demeurer intacte.

IC : La principale inquiétude autour du DCSE a toujours été la mobilisation des financements devant permettre de l'implémenter. Au moment où ces financements-là deviennent de plus en plus difficiles à obtenir, le Cameroun fait également face à d'autres phénomènes tels que Boko Haram, dont le combat induit d'importantes dépenses, la chute des prix des matières premières, ou encore l'entrée en vigueur des APE

« Alors, c'est la raison pour laquelle je me suis posé la question de savoir quand les gens parlent du DSCE, est-ce qu'ils l'ont lu ? Est-ce qu'ils font une traduction entre ce qui est dans le DSCE et les réponses gouvernementales, qui se traduisent notamment en termes d'efforts budgétaires ? »

« Quand on investit dans les barrages (Lom-Pangar, Mekin, Memve'élé, etc.), c'est pour mettre l'énergie à la disposition des entreprises privées, et faire en sorte que d'ici 2018/2019, il y ait des conditions permettant au secteur privé de s'exprimer normalement. »

(accords de partenariat économique) avec l'Union européenne, qui a pour corollaire la baisse des recettes fiscalo-douanières. Est-ce que tout cet environnement n'impose pas qu'on revoie à la baisse les ambitions du gouvernement camerounais contenues dans le DSCE ?

IT : Le plan d'urgence triennal décidé par le Chef de l'Etat en 2014 était déjà une réponse d'ajustement du DSCE, afin de nous remettre sur le sentier initial. Nous sommes conscients des difficultés dans lesquelles nous sommes entrés depuis 2014. Nous savons que nous faisons face à des vents contraires, qui sont loin de s'estomper en 2017. Mais, je dois vous dire qu'en termes de financements, il y a des alternatives. A l'occasion des discussions en cours avec nos partenaires, nous avons reçu des garanties que le gap de financement enregistré depuis 2015 sera comblé entre 2017 et 2019. Nous aurons une bouffée d'oxygène.

Par ailleurs, le dernier emprunt obligataire lancé par l'Etat a été sursouscrit. Chaque fois qu'on lance un emprunt obligataire, on enregistre toujours des souscriptions supérieures au montant demandé. Ce qui traduit qu'il y a de la liquidité. Il y a l'épargne nationale qui n'attend que les investissements pour s'exprimer. Une réflexion est en cours pour mieux valoriser cette épargne nationale. Nous travaillons avec le Ministère des finances pour voir comment donner vie à la bourse de valeurs mobilières de Douala. La sursouscription des emprunts obligataires nous prouve qu'il y a un levier que nous devons exploiter.

Nous avons besoin des ressources de long terme et nous avons des Camerounais qui sont prêts à nous les offrir. Comme cela se fait ailleurs, pourquoi ne pas négocier avec eux pour qu'ils nous les donnent pour dix ans, afin de desserrer un peu nos contraintes du service de la dette ?

Interview réalisée par
Brice R. Mbodiam

GESTION PUBLIQUE

Le FMI insiste sur l'urgence d'assainir les finances publiques pour mettre fin à la baisse des réserves de change en zone Cemac

Le Fonds monétaire international (FMI), dans son rapport sur les « *Perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne* » publié ce mois de mai 2017, note que beaucoup de pays, en 2016, ont souffert de la très forte baisse des prix des produits de base.
« *C'est particulièrement le cas dans les pays exportateurs de produits de base, notamment les pays exportateurs de pétrole, tels que l'Angola, le Nigéria et les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac)* », indique le FMI. Selon le rapport, les retards observés dans l'exécution des ajustements indispensables entraînent une augmentation de la dette publique, créent de l'incertitude, freinent l'investissement et risquent d'engendrer des problèmes encore plus importants à l'avenir.
« *Pour les pays les plus durement touchés, il reste urgent d'assainir les finances publiques pour mettre fin à la baisse des réserves de change et compenser les pertes de recettes budgétaires, surtout dans les pays de la Cemac* », martèle le FMI.
L'insistance de cette institution financière mondiale entre en droite ligne avec la sonnette d'alarme tirée en avril dernier par Kadima Kalondji, représentant résident du FMI au Cameroun. En 2010, assure Kadima Kalondji, en visite à Libreville dans le cadre d'un séminaire destiné aux hommes de médias de la sous-région, les réserves de change de l'espace communautaire s'établissaient à 6000 milliards FCFA. Mais ces dernières ont chuté depuis lors et se situent à 2000 milliards FCFA, soit une érosion de 4000 milliards FCFA en 2016.
Le représentant du FMI avait alors pointé un doigt accusateur sur l'effondrement des recettes et de la chute des exportations pétrolières, ainsi que sur l'explosion des dépenses d'investissement public dans un contexte financier difficile et défavorable aux économies rentières.

Yaoundé et Paris envisagent une rencontre entre Paul Biya et Emmanuel Macron

Gilles Thibault, l'ambassadeur de France au Cameroun a été reçu en audience, mardi 30 mai 2017, par le président de la République, Paul Biya. Au menu de l'entretien, le tour d'horizon des sujets d'intérêt commun.
S'exprimant devant la presse au terme de près de deux heures d'échange, l'ambassadeur Gilles Thibault a confié à la presse que l'élection du président Emmanuel Macron et les législatives prévues en mi-juin 2017 ont figuré au centre des discussions avec le chef de l'Etat camerounais.
Sur une éventuelle rencontre entre les présidents Biya et Macron, Gilles Thibault a indiqué qu'elle est d'un intérêt mutuel et aura lieu à la convenance des agendas des deux chefs d'Etat.
Il faut noter que suite à l'élection d'Emmanuel Macron le 7 mai à la présidence française, Paul Biya, a adressé, le 8 mai, une lettre de félicitations à son homologue. Le président camerounais a alors assuré à son nouvel interlocuteur sa disponibilité à œuvrer, avec lui, au maintien de l'amitié entre Yaoundé et Paris ainsi qu'à l'ouverture de nouveaux horizons de leur coopération.

Au 1er semestre 2017, la France a déjà attribué 2,3 millions d'euros pour l'assistance humanitaire au Cameroun

L'ambassadeur de France au Cameroun vient d'achever un déplacement dans l'Extrême-Nord. Pour son second périple dans cette région, Gilles Thibault (photo) s'est rendu dans le Logone-et-Chari où il était accompagné du représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) au Cameroun, Abdoulaye Balde.

Gilles Thibault a visité le poste frontière séparant le Cameroun du Tchad, ainsi que la caserne des sapeurs-pompiers, bénéficiant tous deux d'un financement de l'Union européenne. Il s'est rendu aussi sur les lieux de la distribution alimentaire mise en place par le PAM dans la ville de Kousséri via un transfert de système monétaire, qui permet aujourd'hui d'apporter une assistance à 40 000 personnes dans toute la région.

Le second jour de visite, le diplomate français et Abdoulaye Balde se sont rendus à l'hôpital de district de Goulfey, où les activités de nutrition mises en œuvre par le PAM et Action contre la Faim (ACF) permettent de prévenir et de soigner la malnutrition aigüe chez les jeunes enfants.

A l'hôpital de district de Makary, à Fotokol et à Mafoufou, ils ont visité les projets d'eau, d'hygiène et d'assainissement mis en œuvre par l'ONG Solidarités International au profit des Camerounais déplacés par le conflit avec Boko Haram et des populations hôtes vulnérables.

Le déplacement de l'ambassadeur s'est achevé dans le Mayo-Kani, au sud de Maroua. A Guidiguis, il est allé rencontrer des jeunes accompagnés par le Programme national de développement participatif (PNDP) dans le développement de leurs projets d'agriculture ou d'élevage, financés sur le fonds du C2D. Une solution pour promouvoir l'emploi et la réinsertion des jeunes de la localité.

Selon les comptes de Gilles Thibault, la France a déjà attribué au courant de l'année 2017, un montant de 2,3 millions d'euros (1,5 milliards FCFA) pour l'assistance humanitaire au Cameroun, en plus de la contribution régionale (Niger, Cameroun et Nigeria) aux actions du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) à hauteur de 2,3 millions d'euros aussi.

La Caisse nationale de prévoyance sociale veut parvenir à la dématérialisation totale de la gestion des documents

A l'occasion du forum Assurtech dont l'objectif est de mettre en contact les assureurs et les développeurs, Alain Noël Olivier Mekulu Mvondo Akame, directeur général de la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) a expliqué le 31 mai à Douala, comment les mutations technologiques ont contribué à la modernisation de l'organisme qu'il dirige.

Depuis 2011, a indiqué le DG, la gestion électronique des documents et leur lecture automatique est en exploitation. Ce qui devrait, à la fin du plan stratégique 2013-2017, conduire à la dématérialisation totale de la gestion des documents, notamment les archives et le courrier.

Un système intégré de gestion hospitalière a également été mis en œuvre pour améliorer significativement les recettes.

Par ailleurs, depuis décembre 2016, a souligné M. Mekulu Mvondo Akame, l'identification physique des bénéficiaires des pensions est biométrique. Concrètement, à l'appel de son numéro, le pensionné se rapproche de l'ordinateur muni d'une webcam de grande résolution et d'un terminal biométrique, pour l'enregistrement de ses données dans le Système d'authentification.

Pour finir, a indiqué le DG, grâce à son adresse électronique, ainsi que les comptes Facebook et Twitter, la CNPS traite désormais plus rapidement les requêtes de ses clients. Au cours de l'année 2016, par exemple, 583 requêtes et réclamations ont été reçues et traitées.

Vers un 3ème procès contre Charles Metouck, l'ex-DG de la Sonara, mis en cause cette fois-ci avec le PCA, John Ebong Ngolé

Le 11 mai 2017, le Tribunal criminel spécial (TCS), juridiction d'exception mise en place pour juger les prévaricateurs de la fortune publique au Cameroun, a rendu une nouvelle ordonnance de renvoi et de non-lieu partiel dans l'affaire Etat du Cameroun contre Charles Metouck (photo), ancien DG de la Société nationale de raffinage (Sonara) et ses coaccusés.

Dans cette nouvelle affaire, l'ex-DG de la Sonara, qui purge déjà deux peines de prison de neuf et quinze ans, est accusé, avec certains de ses anciens collaborateurs, et surtout le PCA de cette entreprise publique, John Ebong Ngolé, de détournements présumés d'une somme de plus de 60 milliards de francs CFA, révèlent nos sources. La première audience de ce nouveau procès devrait avoir lieu dans les prochaines semaines.

L'affaire fait suite à une exploitation par la justice camerounaise d'un rapport du Contrôle supérieur de l'Etat, daté de 2010, épinglant Charles Metouck, et dont un premier volet avait conduit à sa condamnation, le 21 octobre 2015 à Yaoundé, à une peine d'emprisonnement de quinze ans, pour détournement de deniers publics d'un montant de plus de 500 millions de francs CFA.

Le second dossier, dont le TCS vient de clôturer la phase d'instruction, impliquait, non seulement Charles Metouck, mais aussi, entre autres personnalités, John Ebong Ngolé, PCA de la Sonara, l'expert en fiscalité pétrolière Albert Léonard Dikoumé, ou encore Ibrahim Talba Malla, l'actuel DG de la Sonara et DG de la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (CSPH) à l'époque des faits.

D'après l'ordonnance de renvoi et de non-lieu partiel du TCS, datée du 11 mai 2017, les deux derniers responsables cités bénéficient d'un « *non-lieu* » pour « *insuffisance des charges* » contre eux. Ibrahim Talba Malla, qui bénéficie de cet élargissement du juge d'instruction du TCS siégeait au conseil d'administration de la Sonara à l'époque des faits, en sa qualité de DG de la CSPH. Il était soupçonné dans le cadre de cette affaire, en compagnie d'autres membres du conseil, d'avoir indûment perçu des frais de carburant pour assister aux différentes sessions, au cours de la période 2007-2010.

Quant à John Ebong Ngolé, toujours PCA de la Sonara, et Charles Metouck, l'ancien DG de l'unique raffinerie de pétrole du Cameroun, et les coaccusés que sont Edinguele Edinguele Jean Joule, Moue Mbeleck Michel, Yenwo Molo Godfrey et Nkengne Véronique, ils voient des « *charges suffisantes* » réunies contre eux, « *à titre personnel et en coaction* », pour un détournement présumé d'une somme de plus de 60 milliards de francs CFA.

Dans les prochaines semaines, Charles Metouck, qui a dirigé la Sonara pendant onze ans, devrait donc affronter un 3ème procès. Depuis le 23 avril 2013, il purge une peine de neuf ans d'emprisonnement pour destruction de documents. Quelques mois plus tôt, il avait été surpris dans son bureau, trois jours après son limogeage, en train de détruire certains documents, avaient conclu les juges dans la première affaire Metouck.

Non seulement ce dernier a toujours nié avoir détruit des documents de l'entreprise, mais il avait aussi présenté un document signé du PCA de la Sonara, John Ebong Ngolé, qui l'avait expressément autorisé à rentrer dans son ancien bureau le jour de l'incident, pour une séance de travail avec son remplaçant, Ibrahim Talba Malla.

Incarcéré à la prison centrale de Buéa depuis lors, Charles Metouck avait été transféré à la prison centrale de Yaoundé le 8 mai 2013, suite à sa convocation au TCS.

Cette juridiction s'était alors saisie des accusations portées contre M. Metouck dans un rapport du Contrôle supérieur de l'Etat sur la gestion de la Sonara.

Rendu public en février 2013, ce rapport accuse l'ancien DG de la Sonara d'avoir causé un préjudice financier de 26 milliards de francs CFA à la raffinerie camerounaise, à travers 20 fautes de gestion. Pour ces faits, M. Metouck avait été déchu des droits à diriger une entreprise ou service public camerounais pendant sept ans.

La sentence de qiunze ans de prison, prononcée le 21 octobre 2015 à l'encontre de M. Metouck par le TCS, ne se rapportait qu'à une partie de ce dossier, dont la 2ème phase a été bouclée en mai dernier, épinglant une fois de plus Charles Metouck, qui cette fois-ci se retrouvera dans le box des accusés avec le PCA de la Sonara.

Le fisc camerounais lancera en juin 2017, la déclaration fiscale électronique des mutations des véhicules d'occasion

La direction générale des impôts du Ministère camerounais des finances franchira, en juin 2017, une nouvelle étape dans le processus de numérisation de ses services, grâce au lancement de la déclaration fiscale électronique des mutations des véhicules d'occasion, annonce dans un communiqué le ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey.
A cet effet, indique l'autorité, « *l'enregistrement des opérations d'importation et de vente locale des véhicules d'occasion se fera à travers un système de télédéclaration sur le site web de la direction générale des impôts. Les paiements y relatifs s'effectueront exclusivement par virement bancaire* ».
Pour rappel, le fisc camerounais a lancé, depuis quelques années, un vaste processus de modernisation, qui inclut la numérisation de ses services. Ceci, à l'effet de faciliter la tâche aux contribuables, en capitalisant sur les opportunités qu'offrent les TIC : sécuriser les recettes et réduire au maximum les contacts physiques entre agents des impôts et contribuables, qui dressent souvent le lit aux actes de corruption.

Baisse de près de 2 milliards FCFA du droit de transit du pétrole tchadien sur le territoire camerounais au premier trimestre 2017

Au premier trimestre 2017, le droit de transit du pétrole tchadien sur le territoire camerounais, via le pipeline Tchad-Cameroun, a culminé à un peu plus de 9 milliards FCFA, en baisse de 1,8 milliard FCFA par rapport aux 10,8 milliards FCFA récoltés sur la même période, l'année précédente.
Cette baisse du droit de transit s'explique par le ralentissement observé sur la production pétrolière au Tchad, principalement du fait des prix de cette matière première devenus moins attractifs sur le marché international, depuis plusieurs mois.
En effet, souligne la Société nationale des hydrocarbures (SNH), bras séculier de l'Etat camerounais dans la production pétrolière, au premier trimestre 2017, seulement 11,2 millions de barils de pétrole brut tchadien ont transité par le Cameroun, contre un peu plus de 14 millions de barils au premier trimestre 2016.

La Norvège veut densifier sa coopération économique avec le Cameroun, en ouvrant un Consulat à Douala

Le gouvernement camerounais vient d'approuver la désignation à Douala, la capitale économique du pays, de Mohamed Abdoulaye Diop au poste de Consul honoraire de la Norvège au Cameroun, apprend-on de sources autorisées.
L'ouverture d'un Consulat de Norvège au Cameroun devrait permettre de densifier les échanges entre les deux pays, dont la coopération économique reste encore bien discrète. En effet, ce pays nordique n'apparaît pas sur la liste des plus grands partenaires du Cameroun.
Au demeurant, en plus des actions norvégiennes dans les domaines de l'éducation et de la santé, notamment dans la partie septentrionale du Cameroun, le gouvernement camerounais a signé, en janvier 2017, une convention de crédit d'un montant de 37,8 milliards FCFA avec la Giek banque de Norvège, en vue de financer des projets d'adduction d'eau potable dans le pays.

FINANCE

La BEAC a cédé plus de 1000 milliards FCFA de son portefeuille d'investissement en 2016

Dans son rapport annuel 2016, la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) informe que le comité de stratégie de la salle des marchés a décidé au cours de l'exercice de céder environ 1000 milliards FCFA de son portefeuille d'investissement.
Ceci dans l'optique d'être conforme à l'exigence de la quotité obligatoire de 50% des avoirs extérieurs nets de la BEAC déposés en compte d'opérations.

Cette cession a été effectuée à trois reprises. D'abord le 29 juin 2016 pour un montant 380,65 milliards FCFA. A l'issue de cette opération, la valeur nominale du portefeuille d'investissement est passée de 2344 milliards à 1931 milliards. Ensuite, le 30 août, c'était un montant nominal de 475,5 milliards. La valeur du portefeuille d'investissement est revenue, après la cession à 1488 milliards contre 1931 milliards auparavant.

Enfin, le 2 décembre 2016, c'est un montant nominal de 243,3 milliards qui a été cédé. La valeur nominale du portefeuille d'investissement est passée, à l'issue de cette opération, de 1488 milliards à 1304 milliards. Ces différentes cessions partielles du portefeuille, indique la BEAC, ont généré au total une plus-value de 230,65 milliards FCFA.

Ecobank mise sur le digital pour booster l'inclusion financière au Cameroun

La direction générale d'Ecobank Cameroun renseigne dans un communiqué diffusé par voie de presse qu'en cette année 2017, elle mise sur les canaux digitaux pour booster l'inclusion financière actuellement estimée dans le pays à 20%, sur une population de plus de 20 millions de personnes.

Pour dépasser le taux de bancarisation de 20%, Ecobank indique qu'il va capitaliser sur des services numériques comme « Ecobank Mobile App », la banque par internet des particuliers et des entreprises, l'utilisation de codes-barres pour paiements, et le partenariat bancaire avec des tiers. « *La stratégie digitale en question favorise directement un des principaux facteurs de développement de nos économies, à savoir, l'inclusion financière et économique des populations. Ecobank sera ainsi en mesure d'atteindre et de servir un plus grand nombre de clients au Cameroun, y compris ceux qui sont non-bancarisés* », explique la banque.
Déjà pour l'année 2016, relève le groupe bancaire, la transformation numérique lui a permis de consolider sa croissance enregistrée en 2016 avec une augmentation de résultat avant impôts de 23% (13,840 milliards FCFA) par rapport à 2015, et une croissance de ratio de rendement de fonds propres qui se situe à 50%.
Au Cameroun, comme dans l'Afrique en général, Ecobank pense même déjà à fusionner certaines de ses agences pour mieux optimiser le digital. L'objectif du groupe panafricain est de servir 100 millions de clients d'ici 2020 contre 11 millions actuellement.

Le régulateur du secteur des assurances en Afrique de l'Ouest et centrale suspend les activités de l'assureur camerounais Samaritan

La Commission régionale pour le contrôle des assurances (CRCA) de la CIMA (Conférence interafricaine des marchés d'assurances), le régulateur du secteur des assurances en Afrique centrale et de l'Ouest, vient de suspendre les activités de la compagnie camerounaise Samaritan. Cette sanction actée par le retrait de l'autorisation provisoire accordée à Samaritan, en avril 2016, est, révèle le Quotidien gouvernemental, consécutive à l'endettement de la compagnie, qui culmine aujourd'hui, à près de 4 milliards FCFA, ce qui la rend incapable d'honorer ses engagements vis-à-vis des assurés. Pour rappel, Samaritan Insurance est dans le collimateur du régulateur régional du secteur des assurances, depuis 2012, année au cours de laquelle la CRCA avait pour la première fois enjoint les actionnaires de cet assureur de restituer des fonds prélevés dans les caisses de la compagnie pour développer d'autres activités.

Comparativement au Gabon, les bons de trésor du Cameroun ont la cote sur le marché BEAC

Le Cameroun et le Gabon étaient présents sur le marché des titres publics de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), le 24 mai 2017, pour lever un montant total de 14 milliards FCFA.
Le constat fait à l'issue de cette levée de fonds est que, comparativement au Gabon, les bons de trésor du Cameroun ont la cote. Car, sur les 5 milliards FCFA recherchés par le Cameroun, le pays a pu lever 8 milliards FCFA. Soit un taux de couverture du montant mis en adjudication de 160%. Le taux d'intérêt minimum est de 3,4% et le maximum, 4,1%.
De son côté, l'Etat gabonais recherchait 9 milliards FCFA. Seulement, le montant total des soumissions est de 3,7 milliards FCFA. Soit un faible taux de couverture de 41,46%. Et paradoxalement, le taux d'intérêt maximum proposé est de 5,5%, et le maximum de 5,8%.
investiraucameroun.com faisait remarquer déjà le 24 mai 2017 que, le 10 mai dernier, ces deux pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) s'étaient déjà retrouvés sur le marché de la BEAC. Et que les faveurs des souscripteurs étaient allées au profit du Cameroun, dont le taux de souscription à l'offre avait atteint 266%, contre 97% pour le Gabon.
Le trésor gabonais n'avait alors pu mobiliser qu'un peu plus de 6 milliards FCFA sur les 8,5 milliards FCFA sollicités, qui plus est, à un taux d'intérêt de plus de 5%, contre 2,9% pour le Cameroun.

AGRICULTURE

La vétusté des infrastructures et la concurrence de la Chine plombent la filière coton au Cameroun

Dans le cadre de la semaine de l'Europe, la ville de Yaoundé vient d'abriter un forum d'échanges d'experts sur la filière coton, sur le thème : « *Evolution, défis et perspectives de la filière coton au Cameroun et son accompagnement par les partenaires* ».

L'événement organisé par la Banque européenne d'investissement, la délégation de l'Union européenne et la Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement avait pour but de mettre en avant la chaîne de valeur de la filière coton et sa contribution dans l'économie du Grand-Nord du pays. Il s'agit aussi d'examiner les perspectives de financement des partenaires au développement.

Il ressort de ce forum que les défis auxquels fait face le secteur du coton au Cameroun sont énormes. En ce qui concerne la production, des pertes importantes ont été enregistrées récemment, dues à la mouille du coton, à la dépréciation des stocks de graines de coton et de soja et à la mévente des produits.

La flotte de camions de transport de la Sodecoton et ses usines d'égrenage et d'huilerie sont vétustes. Les coupures d'électricité sont fréquentes. Pour remédier à ces déficiences, il a été calculé que les besoins de financement de la Sodecoton sont autour de 40 milliards FCFA à court terme.

Pour ce qui est de la transformation, l'entreprise Cicam est désormais la seule industrie textile dans la sous-région Cemac. Alors qu'en 1985 elle traitait 85% des fibres de coton produites sur le territoire national, aujourd'hui la Cicam n'occupe que 5% du marché camerounais. Plus de 80% du coton africain est traité actuellement en Chine à des coûts beaucoup plus bas.

Les experts du forum ont discuté des axes d'action pour réorganiser le secteur. Ceux-ci prévoient d'augmenter les surfaces et d'améliorer leur mécanisation, d'intensifier la gestion durable de la fertilité des sols, d'augmenter les capacités de production de l'huile de coton, de valoriser la fibre de coton et les produits dérivés comme l'huile raffinée et les aliments du bétail, de chercher à créer une brand de coton de haute qualité « *Made in Africa* ».

Le secteur du coton revêt une importance particulière pour le Cameroun et notamment pour ses zones septentrionales, caractérisées par des taux de pauvreté élevés et souffrant des instabilités sécuritaires. La zone cotonnière camerounaise couvre 85 000 km^2 et compte environ 200 000 producteurs de coton, pour une production aux alentours de 250 000 tonnes par an. Plus de deux millions de personnes au Cameroun dépendent d'une manière ou d'une autre de la chaîne de valeur du coton. L'impact fiscal de la filière peut être estimé à 30-40 milliards FCFA par an et la contribution au PIB du septentrion à 8-10%.

Lancement de la campagne agricole 2017 dans le Septentrion sous le signe de la reconstitution du capital productif

Le ministre camerounais de l'Agriculture, Henri Eyébé Ayissi, vient de procéder au lancement à Maroua, dans l'Extrême-Nord, de la campagne agricole 2017 dans les trois régions septentrionales du Cameroun.
Cette nouvelle campagne, a précisé le ministre Eyébé Ayissi, est placée sous le signe de la « *reconstitution du capital agricole* ».
En effet, depuis plus de deux ans, le septentrion camerounais, notamment la région de l'Extrême-Nord, fait face aux incursions de la secte islamiste nigériane Boko Haram, qui, selon Henri Eyébé Ayissi, a désorganisé « *les systèmes de production* » et provoqué « *les déplacements des populations* » vivant pour l'essentiel des activités agropastorales.
« *En 2015 et 2016, nous avons travaillé sur les solutions d'urgence avec le don spécial du président de la République. Nous nous sommes désormais engagés pour des solutions pérennes. Il s'agit notamment de la mise à disposition des intrants agricoles, des équipements et matériels divers pour permettre aux populations de reprendre leurs activités, en même temps que nous mettons le cap sur la mise à disposition des semences de qualité, afin que les agriculteurs puissent disposer de ces semences en quantité suffisante* », a expliqué le ministre de l'Agriculture, dévoilant ainsi les actions qui permettront, cette année, de redorer le blason de l'agriculture dans le septentrion camerounais.

Avec le concours de l'UE, le Cameroun va lancer un programme de développement de sa filière horticole

Le gouvernement camerounais va bientôt lancer un programme de développement de sa filière horticole, financé par le 11ème Fonds européen de développement (FED), a-t-on appris au sortir d'un atelier organisé, à Douala, du 16 au 17 mai dernier. La rencontre, a-t-on renseigné, visait à identifier les leviers sur lesquels il est nécessaire d'agir, afin d'impulser le développement de l'horticulture au Cameroun.
Baptisé « *Fit For Market* » (FFM), ce programme envisage accompagner les filières horticoles des pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP), dont les principaux produits horticoles exportés vers les territoires de l'Union européenne, sont de plus en plus demandés.
Il s'agit notamment de la banane dessert, dont le Cameroun a été le premier producteur des pays ACP en 2015, avant de refiler le leadership à la Côte d'Ivoire en 2016, à la suite d'une baisse de la production nationale de 30 000 tonnes.
Mais, selon Jeremy Knops, le directeur des programmes du Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique (COLEACP), en plus de la banane, le Cameroun dispose d'autres produits tels que la patate douce, le manioc, la banane-plantain, la papaye ou encore la mangue, qui peuvent également être exportés vers les territoires de l'UE.

La PHP, leader du marché de la banane au Cameroun, redoute « *un désastre si les prix n'évoluent pas bien* »

Armel François, le directeur général de la Société des plantations du Haut Penja, filiale de la Compagnie fruitière de Marseille, qui domine la production de la banane dessert au Cameroun, est visiblement très inquiet des performances que pourrait réaliser la PHP en 2017.
« *(…) Force nous est de constater que le marché de la banane en Europe est très en dessous des performances retenues lors de l'élaboration du budget 2017. En clair, les prix sont bas !* », annonce le DG de la PHP dans la dernière édition de « *Au Coeur de la PHP* », le trimestriel de cette unité agro-industrielle. Face à cette situation, souligne le DG, « *les marges de la PHP deviennent très faibles et l'année pourrait tourner au désastre, si les prix n'évoluent pas bien et surtout si nous ne faisons rien* ».
En effet, apprend-on, le marché européen, principale destination de la banane camerounaise, est actuellement surapprovisionné. Notamment du fait de l'abondance de la banane dollar latino-américaine, dont les pays producteurs, cette année, ne font face à « *aucun phénomène climatique (El niño, la niña, les cyclones et autres tempêtes tropicales), tectonique (tremblements de terre), volcanique, social ou politique (…), ce qui n'était pas arrivé depuis de très nombreuses années* », explique Armel François.
Aussi, pour équilibrer les comptes de l'entreprise face à cette conjoncture internationale autour des prix de la banane, le DG de PHP énonce-t-il quelques mesures d'austérité qu'il est nécessaire de mettre en œuvre.
« *L'ensemble du personnel de la PHP et chacun d'entre nous peut et doit contribuer à l'effort d'adaptation de l'entreprise à ces conditions de marché. Il faudra sans doute renoncer à quelques parcelles de confort sans remettre en cause l'essentiel sur le téléphone, les dotations de carburant, les kilomètres de voiture, mais aussi les heures supplémentaires de complaisance et autres petits avantages arrachés à l'entreprise et sur lesquels la direction posait un regard complaisant qui n'est plus d'actualité* », écrit Armel François dans l'éditorial du magazine de la PHP.
Pour rappel, selon les statistiques de l'Association bananière du Cameroun (Assobacam), la PHP a exporté 124 875 tonnes de bananes en 2016, soit la moitié des exportations globales des producteurs camerounais (249 610 tonnes). A côté de la banane, cette unité agro-industrielle produit également du poivre blanc de Penja (environ 40 tonnes par an), et vient de se lancer dans le cacao, avec la création de plantations sur 150 hectares et la construction d'une unité de transformation produisant localement du chocolat sous la marque « *ateliers des cinq volcans* ».

TRANSPORTS

Le Japon débloque 33 milliards FCFA pour le démarrage de la dernière phase des travaux du corridor Yaoundé-Brazzaville

Louis Paul Motaze, le ministre en charge de l'Economie (Minepat), a procédé, le 31 mai à Yaoundé, à la signature d'échanges de notes qui concrétise la mobilisation de 32,9 milliards FCFA, par le gouvernement japonais au bénéfice du développement du corridor Yaoundé-Brazzaville (section Mintom-Lelé, d'une longueur de 67 km).
A travers ce prêt concessionnel, a indiqué le Minepat, le Japon souhaite marquer sa volonté de contribuer activement au développement socio-économique du Cameroun. D'autant plus que, le projet était en attente de ce financement complémentaire pour démarrer sa deuxième phase qui vient parachever la construction de ce corridor, dont la première a été réceptionnée en début 2017.
D'un montant total de 104,7 milliards, le cofinancement de la Banque africaine de développement (40,7 milliards FCFA) dans ce projet, lui, a été mobilisé le 15 avril 2016. Celui de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (20 milliards) l'a été le 22 décembre 2016. Ainsi que celui du Cameroun (13,9 milliards).
« *Au-delà du fait que ledit corridor favorisera les échanges entre le Cameroun et le Congo, il convient de souligner qu'il contribuera également à faciliter l'intégration économique de la Cemac et le développement économique au Cameroun* », a déclaré Louis Paul Motaze. Ce dernier a ajouté que l'axe routier améliorera les projets déjà mis en œuvre dans les secteurs de l'agriculture et de l'environnement, entre autres, et qu'il produira un effet synergétique pour la promotion de la production du riz et le développement durable dans la sous-région.

Vers un partenariat entre Camrail et la société italienne Italfer pour moderniser le chemin de fer camerounais

Le concessionnaire du transport par train Camrail, filiale de Bolloré, et la société italienne Italfer ont tenu ce 31 mai à Douala une concertation en vue d'un partenariat.
L'objectif final, selon des sources fiables, est que le tandem puisse accélérer la modernisation du chemin de fer camerounais.
Au cours de cette réunion, Camrail a indiqué qu'il a, par exemple, déjà rénové 175 km de voie entre Batchenga, dans le Centre, et Ka'a, dans la région de l'Est.
A cet effet, un investissement d'un montant de 2,4 milliards FCFA, a permis la rénovation en traverses bi-blocs et ballast. En mi-mai, Eric Melet, directeur général du développement de Bolloré Transport & Logistics, est allé sur le site des travaux, en passant par la carrière d'Ebaka, pour toucher du doigt ce qui a été réalisé.
L'entreprise Italfer S.P.A, elle, représente un consortium d'entreprises italiennes. Elle a signé avec le ministre des Travaux publics (MINTP), Emmanuel Nganou Djoumessi, en avril dernier, un accord lié au renouvellement de la voie ferrée existante (Douala-Mbanga-Kumba et Douala-Yaoundé).
La société a dans son cahier de charges la fourniture du matériel roulant voyageurs (voitures voyageurs, autorails). Elle doit aussi construire la gare-voyageurs de Yaoundé et apporter son appui dans la mise en œuvre d'une politique de formation aux métiers ferroviaires au Cameroun.

ENERGIE

Noble Energy va coproduire avec la SNH 47 milliards m³ de gaz naturel et 18 millions barils de condensats sur le bloc Yoyo

La Société nationale des hydrocarbures (SNH) a signé, le 1er juin à Yaoundé, avec la société texane Noble Energy, un contrat de partage de production de 47 milliards m³ de gaz naturel et 18 millions barils de condensats sur le bloc Yoyo, situé dans le bassin Douala/Kribi-Campo. Kelly Latter, vice-présidente de Noble Energy, a indiqué que ce contrat avec la partie camerounaise, représentée par Ernest Gbwaboubou (ministre des Mines) et Adolphe Moudiki (ADG de la SNH), couvre une durée de 25 ans, renouvelable une fois, pour dix ans. Noble Energy est une importante entreprise pétrolière et gazière américaine, engagée dans la production et l'exploration de pétrole et de gaz naturel. Elle dispose d'exploitations onshore aux États-Unis ainsi que d'exploitations en eaux profondes dans le Golfe du Mexique. En outre, elle mène des activités d'exploration et de production dans les pays comme le Cameroun et la Guinée équatoriale, ainsi que des exploitations offshore en Équateur, en Chine et en Israël.

Le Britannique Aggreko installera une centrale thermique de 10 MW en juillet prochain à Maroua

Eneo, le concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun, contrôlé par le Fonds d'investissement britannique Actis, a récemment signé avec Aggreko, producteur indépendant d'énergie, un contrat pour l'installation dès juillet 2017, d'une centrale thermique de 10 MW à Maroua, dans la région camerounaise de l'Extrême-Nord.

De sources officielles, cette centrale permettra d'atténuer l'énorme déficit énergétique que vivent actuellement les trois régions septentrionales du Cameroun, dans lesquelles pratiquement toutes les localités sont privées d'électricité deux à trois fois par semaine, entre 6h et 22h.

A l'origine de cette situation préjudiciable, aussi bien aux ménages qu'aux entreprises telles que la Sodecoton et la Cotonnière industrielle du Cameroun (Cicam), qui disposent d'unités de production dans cette partie du Cameroun, se trouve la réduction de la production de l'électricité de plus de 50% sur le barrage de Lagdo.

En effet, selon des sources autorisées, la centrale du barrage de Lagdo, unique infrastructure énergétique d'envergure dans les trois régions septentrionales du Cameroun, ne débite plus qu'environ 30 MW d'électricité, sur une capacité installée de 72 MW.

Les experts imputent cette baisse de régime à l'ensablement du réservoir du barrage, qui ne parvient plus à contenir assez d'eau, et les conditions climatiques défavorables, dont le corollaire est une pluviométrie limitée.

Au demeurant, même en situation de production optimale, la centrale de Lagdo est désormais insuffisante pour alimenter en énergie les régions septentrionales du Cameroun, dont la population a explosé depuis 1982, date de mise en service de cette infrastructure. La croissance de l'offre énergétique dans le pays, elle, croît officiellement à un rythme moyen de 5 à 6% chaque année.

Aussi, les espoirs des populations des régions du Grand-Nord du Cameroun sont-ils tournés vers la construction annoncée du barrage de Bini à Warak, dans la région de l'Adamaoua, laquelle infrastructure permettra de débiter 75 MW supplémentaires à la fin de l'année 2018. Les travaux sont réalisés par la société Sinohydro, grâce à un financement chinois.

L'Etat du Cameroun a sollicité la banque chinoise ICBC pour financer la réhabilitation du barrage vieillissant de Lagdo

En visite le 29 mai dans le septentrion, Basile Atangana Kouna, ministre en charge de l'Eau et de l'Energie (Minee), a déclaré qu'il a été mis au courant de la désuétude du barrage hydroélectrique de Lagdo. « *J'ai fait réaliser une étude de réhabilitation complète de la centrale, avec pour option de faire passer sa capacité de 72 MW à 80 MW. Le coût prévisionnel affiché de cette opération, est de 100 milliards de francs CFA* », a déclaré le membre du gouvernement.
Selon lui, des démarches sont en cours au Ministère chargé de l'économie, pour la recherche de ce financement. Le Minee a révélé que, lui-même a récemment accompagné le Premier ministre, Philemon Yang, en Chine pour présenter le projet de réhabilitation de Lagdo à une banque chinoise, la ICBC (International and Commercial Bank of China).
Toujours au cours de la visite ministérielle, Joël Nana Kontchou, directeur général de Eneo Cameroon, société en charge du secteur de l'électricité a expliqué que, depuis sa mise en service en 1983, Lagdo est la principale source de production dans le réseau interconnecté Nord (RIN). D'une puissance installée de 72 MW et doté d'un réservoir unique, il a dans le passé couvert l'intégralité des besoins en électricité de la région.
« *Mais avec une demande qui croît de 7,8% par an, 72 MW de puissance à la pointe a déjà été atteinte cette année. C'est dire que l'ouvrage est arrivé presqu'à saturation sur le plan électromécanique, et en plus, sur le plan de l'exploitation, le remplissage de son réservoir souffre d'aléas climatiques et environnementaux. Des études ont démontré un ensablement qui est naturel, compte tenu de la durée de l'exploitation et de la géotechnique des sols dans cette région* », a indiqué le DG d'Eneo.
En attendant de lever des fonds pour réhabiliter le barrage de Lagdo, Basile Atangana Kouna a évoqué des solutions à court et moyen terme.
Il a parlé, par exemple, du projet de Bini à Warak dans l'Adamaoua. Il apportera 75 MW au réseau Nord, en plus de la capacité demandée actuellement à la pointe. Donc en réalité,

avec la mise en service prochaine de cet aménagement, le RIN devrait être largement excédentaire en matière de capacité d'énergie installée.
En dehors de cette solution, le Minee a annoncé que le concessionnaire Eneo allait installer et rendre opérationnelle, au plus tard au mois de juillet 2017, une centrale thermique de 10 MW à Maroua. Tous les contrats y afférent ont d'ores et déjà été conclus avec la société Aggreko. Dans le moyen terme, Eneo va construire deux centrales solaires à Maroua et à Guider, d'une capacité respective de 15 et 10 MW, soit 25 MW au total. Les procédures de contractualisation des entreprises sont déjà en cours.

Le camerounais Nyong Power Plants Corp va produire 250 MW d'électricité sur le Nyong

L'entreprise de droit camerounais Nyong Power Plants Corporation (NPPC) a signé le 1er juin à Yaoundé, un accord avec le gouvernement camerounais pour produire 250 MW d'électricité dans le cadre du projet « Song-Mbong/Kelempeck Hydro Project ». Ledit projet sera développé à partir du fleuve Nyong.
Selon les explications de Paulin Etoga, le coordonnateur de ce projet, sur le plan technique, il sera construit un réservoir de 3,5 milliards de m^3 de stockage qui va se connecter plus loin au réseau back-bone à partir d'Edéa. Pour ce qui est des financements, c'est un ouvrage qui va coûter entre 500 et 550 milliards FCFA, avec les lignes de transmissions associées. Pour parvenir à ses fins, la société NPPC dit s'être entourée d'un certain nombre de partenaires nationaux et internationaux.
Paulin Etoga cite par exemple la société suisse Hydro Operations International, un leader dans le domaine de la production d'énergie hydroélectrique. Cette société était représentée à la cérémonie de la signature de l'accord-cadre avec Basile Atangana Kouna, le ministre en charge l'Energie, par Charles Laurent Mouvet et Baena Del Alberto Carlos.
Entre autres partenaires internationaux, il y a Finergreen France, le cabinet conseil financier dudit projet.

INDUSTRIE

La Société des Eaux Minérales du Cameroun affiche une perte nette de 316 millions FCFA au 31 décembre 2016

La Société des Eaux Minérales du Cameroun (SEMC), filiale de la Société anonyme des brasseries du Cameroun (SABC), annonce qu'elle soumettra au conseil d'administration, le 7 juin prochain à Douala, une résolution selon laquelle elle affiche une perte nette de 315,9 millions FCFA au 31 décembre 2016.
L'entreprise fait savoir que dans ces conditions, la position de son report à nouveau (résultat non distribué et affecté) s'est achevée sur un solde débiteur de 202,07 millions FCFA, contre un solde créditeur de 113,9 millions FCFA précédemment. Des performances qui s'inscrivent dans la tendance baissière du premier semestre 2016.
Au cours du conseil d'administration du 7 juin prochain, l'on s'attend à une nouvelle impulsion de la SEMC, qui n'a pas réussi, comme promis en juin 2016, à inverser ses performances négatives. Et pourtant, la société indiquait l'année dernière qu'elle développerait des ventes ex-works et la réduction des coûts de distribution finale, afin de demeurer compétitive sur le marché.

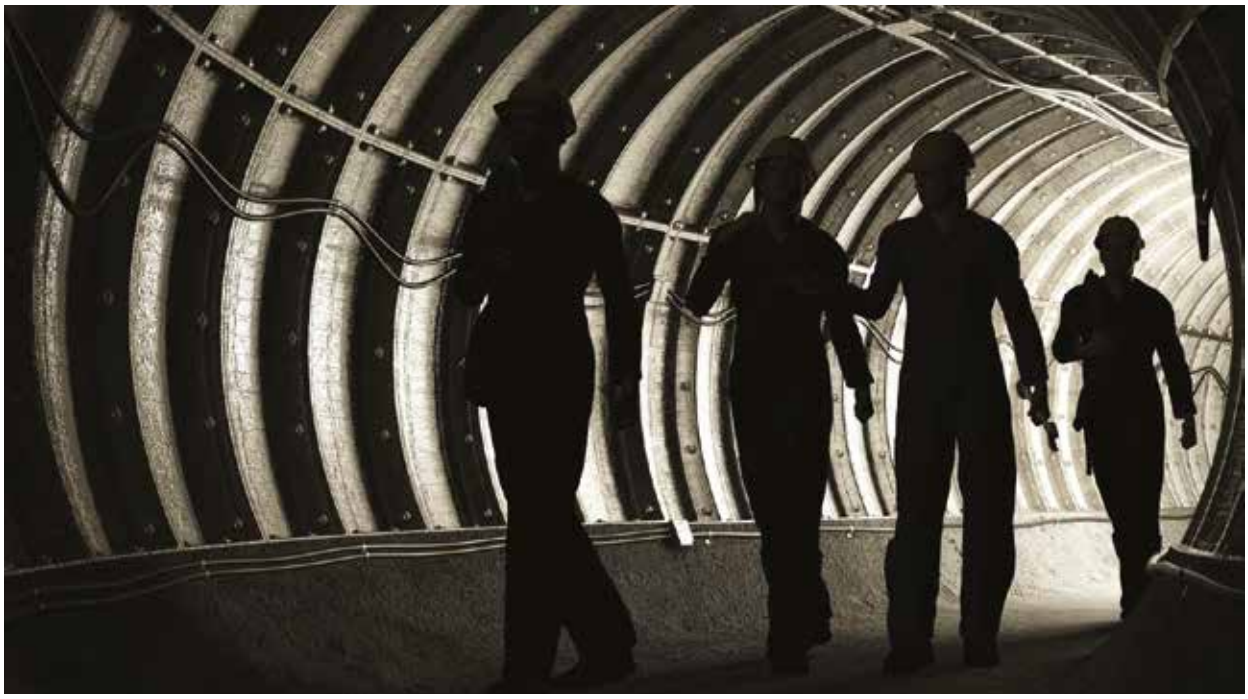
La Sodecoton a besoin d'investissements estimés à 40 milliards FCFA pour tourner à plein régime

A cause de la vétusté de ses équipements, la Société de développement du coton (Sodecoton), le géant de l'agro-industrie dans la partie septentrionale du Cameroun, a ramené la capacité de production de ses neuf unités d'égrenage à 200 000 tonnes, contre une capacité installée de 350 000 tonnes, vient de révéler Mohamadou Bayero, le DG de la Sodecoton. C'était au cours d'un Forum sur la filière coton, organisé le 10 mai 2017 à Yaoundé, à l'occasion des activités marquant la célébration des 60 ans de l'Union européenne au Cameroun.

Pour inverser cette tendance au ralentissement de ses activités, a révélé Mohamadou Bayero, la Sodecoton a besoin d'un volume d'investissements estimé à 40 milliards de francs CFA, dont 11 milliards de francs CFA à débloquer en urgence par les actionnaires de cette entreprise, dont le plus important est l'Etat camerounais. Ces financements, apprend-on, permettront principalement de remettre à niveau, non seulement les équipements industriels de la Sodecoton, mais aussi le matériel roulant de l'entreprise devenu à la fois vétuste et insuffisant.
Malgré ces difficultés, le géant de l'agro-industrie dans la partie septentrionale du Cameroun table sur une production cotonnière de 248 150 tonnes de cotons-graines, au cours de la campagne 2016-2017, contre 258 000 tonnes produites lors de la campagne précédente.

MINES

Le Cameroun va mettre en ligne « Flexicadastre », un système informatisé pour garantir la gestion des données minières



Le Ministère en charges des mines et du développement technologique (MINMIDT) informe qu'il mettra en ligne au mois de juillet 2017, « Flexicadastre », un système informatisé du cadastre minier.
Selon la présentation faite par Georges Luc Olinga Moantsoga, sous-directeur du cadastre minier, « Flexicadastre » est « *la volonté affirmée du gouvernement de favoriser, encourager et promouvoir les investissements dans le secteur, en vue de contribuer davantage au développement économique et social* ». A terme, ce système informatisé devrait permettre de garantir la bonne gestion des données minières et de s'assurer que les procédures d'attribution sont transparentes et fiables.
Et pourtant, note M. Olinga Moantsoga, le Cameroun est considéré comme une zone de « *scandale géologique* » à cause de la grande diversité de son potentiel minier. Cependant, l'exploitation de ses nombreux gisements a connu de grandes faiblesses d'ordre technique et administratif. Il s'agit notamment des chevauchements entre des titres divers (forestiers, miniers, agro-industriels… etc.), l'empiétement des titres miniers entre eux, des périodes d'attente trop longue des investisseurs, la non-tenue du registre des titres miniers, la carte cadastrale minière inexistante, etc.
« Flexicadastre » a été conçu avec l'appui d'un cabinet sud-africain du nom de Spatial Dimension. Ce cabinet a mis sur pied cette application dans plus de dix pays dans le monde. Notamment, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, en Guinée Conakry, au Kenya, en Tanzanie, au Mozambique, au Pérou, etc.

TIC & TELECOM

Crtv, la télévision publique camerounaise se prépare à diffuser en mode *streaming* sur internet

Charles Ndongo, le directeur général de la chaîne audiovisuelle publique camerounaise, Crtv, vient de lancer un appel d'offres national ouvert pour la mise en place d'une solution de *streaming* sur internet d'une chaîne TV.
Le coût prévisionnel de l'opération, à l'issue des études préalables, est de 17 millions FCFA, selon le DG.
Il précise que la participation à cet appel à candidatures est ouverte aux entreprises de droit camerounais. La date limite de remise et d'ouverture des offres est fixée au 6 juin 2017.
Visiblement en pleine modernisation, la Crtv, avait annoncé Charles Ndongo en février dernier, doit ouvrir, toujours cette année 2017, deux nouvelles chaînes TV spécialisées.
Une expansion qui obéit à la politique de la Crtv impulsée depuis 2016, dans le cadre du passage au numérique.
La chaîne audiovisuelle publique compte passer du « *broadcasting* » au « *narrowcasting* ». C'est-à-dire qu'elle va passer d'une diffusion large et ouverte à la planète entière à une diffusion plus ciblée des publics.
L'ouverture d'une radio de proximité à Kribi, la cité balnéaire du Sud Cameroun, est aussi attendue.

En retard par rapport à MTN et Orange, Express Union promet 40% de commissions sur frais dans le service Mobile Money

La microfinance camerounaise Express Union (EU) qui a pris du retard par rapport aux opérateurs de télécoms MTN et Orange dans le Mobile Money depuis 2011, vient de lancer une offensive commerciale.
A cet effet, Express Union invite actuellement les commerçants, distributeurs de crédits (call-boxeurs), dealers, coiffeuses, boutiquiers et opérateurs économiques, à rejoindre le réseau des franchisés/distributeurs du service « *Express Union Mobile Money* ». La microfinance promet jusqu'à 40% de commissions sur frais sous forme de microcrédits pour le développement des activités des souscripteurs.
L'offre de EU paraît aguichante, parce ce qu'elle est supérieure au pourcentage de 5% que les call-boxeurs, par exemple, perçoivent chez MTN et

Orange dans les différents types de transferts.
Bien plus, Express Union Mobile propose une commission proche des 50% que le Syndicat des délégués et commerciaux distributeurs des produits des télécommunications au Cameroun (Sydecdiprotec) réclament, souvent à travers des grèves, au duopole Orange-MTN.
Pour rappel, l'Agence de régulation des télécommunications au Cameroun indique que, depuis son lancement en 2011, ce secteur a enregistré jusqu'en 2014 des transactions d'un montant de 72 milliards FCFA. Cette somme correspond à neuf millions de transactions à travers des SMS. A ce jour, plus de 6000 points de paiement du Mobile Money existent à travers le Cameroun.

SERVICES

Bureau Vallée, leader du marché des fournitures de bureau et de la papeterie discount en France, se lance au Cameroun

Le marché camerounais des fournitures de bureau et de la papeterie vient de s'enrichir d'un nouvel opérateur, et non des moindres. Il s'agit de la firme Bureau Vallée, présentée comme étant le leader du marché français, qui vient de choisir la ville de Douala et le Cameroun, pour abriter sa première boutique en Afrique, apprend-on de bonnes sources.
Le choix du Cameroun par cet opérateur des fournitures de bureau et de la papeterie, qui dispose désormais de 22 implantations hors du territoire français, dont 16 en Espagne et quatre en Belgique, peut s'expliquer par les opportunités qu'offre la fourniture du matériel de bureau au Cameroun, prestation qui engloutit chaque année une bonne partie des budgets de fonctionnement des entreprises et surtout de l'administration publique.
Bureau Vallée arrive donc sur un marché à la fois porteur et concurrentiel, sur lequel la firme française pourrait rapidement se frayer un chemin, puisqu'elle est spécialisée, apprend-on, dans la pratique des prix discount, qui devraient donc logiquement être extrêmement compétitifs par rapport à ceux actuellement pratiqués sur le marché local.

Issa Hayatou, ancien président de la CAF, nommé PCA de l'académie nationale de football du Cameroun

Le 24 mai 2017, le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, a nommé son compatriote Issa Hayatou au poste de président du conseil d'administration de l'académie nationale de football (Anafoot) du Cameroun.
Cette institution publique promise par le président de la République, dans son discours à la jeunesse camerounaise, le 10 février 2010, aura pour directeur général Carl Enow Ngatchu, l'entraîneur de l'équipe nationale de football féminin du Cameroun, malheureuse finaliste de la dernière CAN féminine organisée à Yaoundé et Limbé, en 2016.
Candidat malheureux à sa propre succession à la tête de la Confédération africaine de football (CAF) qu'il aura dirigée pendant 29 ans, Issa Hayatou, désormais vice-président d'honneur de la Fifa, apportera son expérience à l'Anafoot.
Pour rappel, les missions assignées à cette académie sont : l'initiation et l'encadrement des jeunes à la pratique du football de haut niveau, la formation initiale et continue des formateurs à l'enseignement théorique et à la pratique du football, le développement de l'expertise nationale dans les métiers liés au football, la collecte, la conservation et la diffusion de la documentation relative au football, ainsi que la recherche fondamentale et appliquée aux métiers liés au football.

Des scientifiques camerounais mettent au point Loascope, un appareil mesurant le niveau d'infection de l'onchocercose

Des équipes de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et du Centre de recherche sur les filarioses et autres maladies tropicales (Crfilmt), viennent d'achever au Cameroun une stratégie innovante ouvrant la porte à l'éradication de l'onchocercose dans les zones forestières d'Afrique centrale.
Les chercheurs ont donc développé, entre février et mai 2017, un outil permettant de mesurer chez chaque individu le niveau d'infection par Loa Loa, afin de s'assurer que le traitement est sans risque.
Si l'infection n'est pas trouvée ou si elle existe à un niveau en dessous duquel il n'existe pas de risque d'effets secondaires graves (ce qui est le cas pour plus de 95% de la population), le traitement par le médicament « Mectizan » peut être donné.
En revanche, si la personne présente un niveau d'infection trop élevé, alors elle ne reçoit pas le Mectizan, et un protocole de traitement alternatif peut lui être proposé à titre individuel (la mise en place d'un tel traitement, qui s'étale sur quatre semaines, ne peut être envisagée pour toute la population). Ainsi, cette stratégie alliant un test préalable au traitement est dénommée *Test and Treat* (tester et traiter).
L'équipe du projet a mis au point un appareil permettant de mesurer précisément et rapidement (en moins de trois minutes) le niveau d'infection par Loa Loa à partir d'une goutte de sang prélevée au bout du doigt. Cet appareil, le LoaScope, est composé d'un petit dispositif optique grossissant relié à un smartphone.
Il est donc parfaitement portable et adapté aux conditions d'utilisation de terrain.
En 2015, la stratégie *Test and Treat* a permis de traiter plus de 15 000 personnes de l'aire de santé d'Okola, dans la région du Centre du Camerroun, sans aucun cas d'effet secondaire grave. Ce premier volet avait permis de démontrer la faisabilité d'une telle stratégie dans le cadre de traitements à large échelle.

La capitale du Cameroun dispose de sa toute première galerie d'art contemporain

La première galerie d'art contemporain de la ville de Yaoundé a été inaugurée le 30 mai par le ministre des Arts et de la Culture, Narcisse Mouelle Kombi et l'ambassadeur de France au Cameroun, Gilles Thibault.
Menée par le gouvernement camerounais et l'ambassade de France, la rénovation et l'aménagement du bâtiment abritant la nouvelle galerie ont été réalisés dans le cadre du Contrat de désendettement et de développement (C2D) entre le Cameroun et la France.
Selon les explications de la représentation diplomatique française, ce nouvel espace offre désormais aux jeunes artistes camerounais la possibilité de réaliser des expositions et d'échanger.
A compter du 30 mai et jusqu'au 31 juillet 2017, cette galerie accueille, une exposition intitulée « *Cheminement(s), art contemporain au Cameroun* », qui réunit 23 artistes camerounais. L'événement rassemble les œuvres d'artistes confirmés et de jeunes talents, toutes disciplines confondues : peinture, sculpture, photographie, dessin, vidéo.
La quarantaine d'œuvres exposées offre ainsi aux visiteurs l'image d'une création artistique vivante, diverse et originale.

Y a-t-il un ministère de l'intérieur qui surveillerait tous les réseaux sociaux ?

Un message actuellement partagé met en garde sur le fait que tous les téléphones sont connectés à un appareil du gouvernement. Est-ce fondé ?

Un message partagé via les réseaux sociaux annonce un nouveau règlement du ministère de l'Intérieur. Lequel aviserait que toutes les plateformes de communication sont sous surveillance. Tout d'abord, il n'existe pas de ministère de l'intérieur au Cameroun. Le gouvernement du Philémon Yang comporte plutôt le ministère des Relations extérieures et un ministère en charge de l'Administration territoriale.

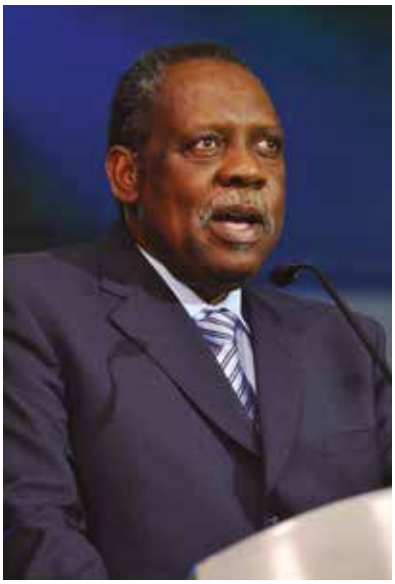
Et une source officiant dans l'une de ces deux structures signale qu'il n'y a aucune mesure prise pour « *connecter tous les appareils au système d'un ministère* » comme le laisse croire le message actuellement ventilé.
Ce qui donne comme un vent de paranoïa. D'autant que ledit message demande d'éviter « *de dire n'importe quoi au téléphone à vos proches. Tous les réseaux sociaux sont surveillés.* »

On apprend d'une source fiable que le travail de surveillance incombe davantage à la Direction générale de la Sécurité nationale (Dgre) et qu'il est sélectif. « *On ne peut pas surveiller tout les Camerounais* », tranche notre source. Par ailleurs, pour contrer les actes de terrorisme, il existe bel et bien une loi qui encadre le contenu des communications.

M.N.M.

LEADER DU MOIS

Issa Hayatou, ancien président de la CAF et de la FIFA, devient PCA de l'académie de football du Cameroun



Candidat malheureux à sa propre succession à la tête de la Confédération africaine de football (CAF) en mars 2017, Issa Hayatou, apportera donc sa longue et grande expérience à l'Anafoot, dont la mission est d'améliorer la pratique et la gestion du football dans son pays.

Au cours des quatre dernières décennies, il est resté le Camerounais le plus capé au sein des institutions panafricaine et internationale.

Le 24 mai 2017, le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, a nommé son compatriote Issa Hayatou au poste de président du Conseil d'administration de l'académie nationale de football (Anafoot) du Cameroun. Cette institution publique, promise par le chef de l'Etat dans son discours à la jeunesse camerounaise le 10 février 2010, aura pour directeur général Carl Enow Ngachu, l'entraîneur de l'équipe nationale de football féminin du Cameroun, malheureuse finaliste de la dernière CAN féminine organisée à Yaoundé et Limbé entre novembre et décembre 2016.

Candidat malheureux à sa propre succession à la tête de la Confédération africaine de football (CAF) en mars 2017, Issa Hayatou, qui vient par ailleurs d'être désigné vice-président d'honneur de la FIFA, l'instance faîtière du football mondial, apportera donc sa longue et grande expérience à l'Anafoot, dont la mission est d'améliorer la pratique et la gestion du football dans son pays.

Pour ce faire, il devra aider à l'implémentation des principales missions assignées à cette académie. Elles sont, entre autres prescriptions du chef de l'Etat, l'initiation et l'encadrement des jeunes à la pratique du football de haut niveau ; la formation initiale et continue des formateurs à l'enseignement théorique et à la pratique du football ; le développement de l'expertise nationale dans les métiers liés au football ; la collecte, la conservation et la diffusion de la documentation relative au football ; ainsi que la recherche fondamentale et appliquée aux métiers liés au football.

Cette feuille de route, au premier abord, sied aussi bien au jeune Carl Enow Ngachu qu'à Issa Hayatou, véritable dinosaure du football africain et mondial, qui, sur une période de 29 ans, a cumulé huit mandats d'affilés à la tête de la Confédération africaine de football (CAF). Sur son CV, qu'il n'a cessé d'étoffer au sein des instances du football, figure un bail, à titre intérimaire, à la tête de la FIFA (après la démission de Sep Blatter en juin 2015), dont il fut pendant longtemps l'un des vice-présidents.

Camerounais le plus capé dans les institutions panafricaine et internationale au cours des quatre dernières décennies, plusieurs années après les Nzo Ekangaki (Secrétaire général de l'Organisation de l'Union africaine entre 1972 et 1974) et autres William Aurelien Eteki Mboumouna (successeur de Nzo Ekangaki à l'OUA entre 1974 et 1978), qui fut par ailleurs vice-président de l'Unesco à partir de 1967 ; Issa Hayatou aura marqué d'une empreinte indélébile son passage à la tête de la CAF.

L'Afrique lui doit, en effet, d'importantes réformes ayant permis au football africain de mieux rayonner à l'échelle mondiale. Il s'agit notamment de l'augmentation à cinq du nombre d'équipes africaines participant à la coupe du monde, l'organisation de la coupe du monde en Afrique pour la première fois en 2010, la négociation de plusieurs contrats de sponsoring du football africain par les multinationales. Le dernier en date est celui conclut avec la firme pétrolière française Total, devenue en 2016 sponsor de toutes les compétions majeures de la CAF pour une période de huit ans.

Brice R. Mbodiam

Participez à l'édification du Cameroun de demain

Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Investir au Cameroun* et *Business in Cameroon* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Zurich et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

www.camair-co.cm

Camair-Co

L'étoile du Cameroun